

La mort du regard

ENTRETIEN AVEC JACQUES-MARIE BOURGET

Grand reporter à *Paris Match*

CAHIERS DE MÉDIOLOGIE : Au sein d'un même titre, la fabrication de l'information est-elle uniforme, linéaire, « bien huilée », ou traversée par des tensions, des conflits d'intérêt ou de hiérarchie... ?

JACQUES-MARIE BOURGET : À quel titre répondre à vos questions ? *A priori*, les journalistes sont identiques, membres encartés d'une tribu homogène ou aucun n'a plus à dire que son voisin. N'ayant aucune « autorité », ce que je peux dire ici n'est donc que le résultat de 35 années « d'observation participante » sur le métier d'informer. Informer, c'est-à-dire permettre au public d'accéder aux faits, aux paroles. L'exercice peut être d'une matérialité incontestable – la rencontre d'un missile avec un autobus – ou la transmission de témoignages (« Le missile venait de la droite »), de mots prononcés par les acteurs ou les témoins de l'actualité (« C'était terrible, j'ai vu des corps en morceaux »). Le journaliste est d'abord un porte-faits, un porte-paroles, que ses convictions, sa façon de voir le monde, même éclairantes, ne doivent jamais dissimuler.

Mais le métier évolue et le reporter, le rapporteur, s'éloigne de ce principe idéal. Le mode de production de l'information change. Elle n'est plus « fabriquée » dans des journaux, ateliers de propagande, comme elle a pu l'être pour glorifier Staline ou les guerres coloniales, elle est préfabriquée. Ce n'est plus sur l'ordre d'un chef qu'on fait courir le mensonge, la vérité qui convient. C'est, en amont, en se pliant, le plus souvent inconsciemment, à l'injonction de la pensée unique. Son bréviaire inonde depuis dix ans une

Mimmo Jodice,
*Castello di
Baia*,
1993,
D.R.

France où le débat est mort. Dans les universités, les écoles de journalisme, dans ces journaux qui nourrissent à l'exclusif les esprits des futurs professionnels, on ne traite plus que du politiquement correct. Au paradis des certitudes, on a supprimé le doute, escamoté la complexité, bâillonné les questions. Avec Bernard Tapie comme héros, on pratique « le mensonge de bonne foi ». On ne ment pas puisqu'on a appris à ne rien voir, surtout pas l'envers du décor (affaire « capitaine Karim »).

Nos journaux se sont libérés. Ils ne sont plus ce qu'ils ont parfois été : des machines à tordre les consciences de salariés à carte de presse. Maintenant, ceux qui pratiquent le « nouveau journalisme » livrent sans douleur une information qui leur convient. Car, comme la presse, les journalistes ne sont plus les mêmes.

Jusqu'en 1982 pour l'INSEE, les journalistes étaient des « cadres moyens » classés dans la CSP « instituteurs ; professions intellectuelles diverses ». Dans la nouvelle nomenclature, la subdivision Professions et Catégories Sociales 35 « Professions de l'information des arts et des spectacles », qui appartient au groupe des « cadres et professions intellectuelles supérieures », a été créée de toutes pièces. L'identité sociale des journalistes a changé car l'institution a changé et les trajectoires individuelles aussi. Ils sont d'origine sociale élevée (avec un tiers d'enfants de cadres supérieurs, il n'y a guère que les membres des professions libérales pour surpasser la PCS 35). Et ils sont de plus en plus diplômés, ce qui signifie que les formes scolaires d'acquisition des connaissances se substituent à l'acquisition sur le terrain de compétences, plus qu'elles ne les précèdent. Dans le domaine de la production symbolique il n'y a pas de sanction à l'incompétence (Timisoara). Cela signifie aussi que cette position à « bac plus quatre ou cinq » va de conserve avec une volonté de réussite bourgeoise qui se marie mal avec la prise de risque. Le risque d'écrire « autre chose », de voir « autre chose ». Un sondage pratiqué dans plusieurs cours d'une école de journalisme indique la tendance : le souhait de 70 % des sondés était de « présenter un journal télévisé ».

En conséquence, et pour revenir à votre question, je pense qu'à la source, l'information produite est assez « bien huilée », livrée conforme, zéro défaut, pour qu'elle n'éveille pas de tension ou de conflit d'intérêt dans la rédaction. Le reporter a un *imprimatur* dans son logiciel. Et celui qui voudrait que cela change, devra d'abord s'adresser, non pas à la rédaction en chef, mais aux rédacteurs.

D'où part l'information : du terrain, de la rédaction en chef, des attentes du lectorat ?

En théorie, l'information est une « vérité » brute. Elle s'impose à tous les journalistes. Parfois elle est évidente (« Il y a la guerre au Kosovo »), parfois il faut la débusquer (« Qui a fait couler le Rainbow Warrior ? »). Je pense qu'il faut plutôt s'interroger sur l'initiative. Qui déclenche le traitement d'un événement ou la recherche de la « vérité » ? C'est le moment d'un « tri » crucial, l'information va prospérer ou mourir. Aujourd'hui, ce moment est moins stratégique que dans le passé : beaucoup de journaux ont le même contenu (les tests de lecture « en aveugle » sont révélateurs), les sujets des uns sont traités par les autres, la presse magazine marquant mieux sa différence que les quotidiens ou la presse électronique. Les sujets choisis viennent indifféremment d'en haut, la rédaction en chef, ou d'en bas, le reporter. Les journalistes, c'est une banalité, savent qu'il est plus facile de placer un sujet sur les mannequins vivants exposés dans la vitrine des Galeries Lafayette, que sur la grève des « Maryflo ». Et, qu'en général, la misère du monde n'est intéressante que constatée au bout du monde. Ailleurs. Cependant, je crois que ceux qui rêvent d'une presse qui ne serait que le strict miroir du misérable, sans espoir, ne rencontreront jamais de lecteurs.

Je pense que les journalistes qui traitent l'actualité générale ignorent les goûts de leurs lecteurs. Ce n'est pas la même chose pour les responsables des pages magazines où l'on est beaucoup mieux informé de ce qui fait vendre (« Le salaire des cadres », « Diana », « Êtes-vous cul ou cœur ? ») – ce qui est quand même l'objectif de tout journal...

Vous avez dit que le reporter est désormais subordonné à l'éditorialiste. N'en a-t-il pas toujours été ainsi dans l'histoire du journalisme (Hearst et Cuba) ? Qu'y aurait-il donc de changé aujourd'hui ?

J'ai la conviction qu'aujourd'hui le reporter est totalement sous la coupe de l'éditorialiste. Envoyé sur le terrain, donc crédible parce qu'il « voit », il est d'abord là pour démontrer ce qu'écrit le maître. C'est pourquoi, pour la liberté d'écrire, je suis heureux que *Paris Match* ne publie pas d'éditorial. Dans le passé, tout en asservissant sans doute mon jugement à un certain coefficient de nostalgie, j'ai la certitude que le travail du reporter, principalement en temps de guerre, était plus « respecté » (comme une donnée scientifique) qu'il ne l'est aujourd'hui. Il y avait une règle non écrite : « Le reporter a toujours raison ». La règle est dangereuse. Elle implique qu'un journaliste,

envoyé spécial du côté de chez Saddam Hussein ou de Milosevic, et qui rapporterait que l'horreur décrite est différente, qu'elle a peut-être d'autres origines, devrait être cru sur parole. Ce qui mettrait en cause le fondement même de la guerre juste. Et naguère on pouvait rapporter sans faire scandale qu'un restaurant avec terrasse, pourquoi pas une pizzeria, était ouvert à Hué, Beyrouth, Managua ou San Salvador en guerre.

Les champs de bataille perdent donc leurs encombrants témoins. Des journalistes qui ont, sur nos nouveaux militaires-humanitaires, le triste privilège d'avoir, du Vietnam à Belgrade, vécu la réalité des bombes.

La télévision impose-t-elle son modèle à toute la presse écrite, et particulièrement à un magazine comme *Paris Match* ?

La télévision n'impose pas son modèle à *Paris Match* qui a échappé au problème en modifiant son traitement de l'actualité et en se focalisant sur le rapport public-privé. C'est l'une des thèses du sociologue Alain Chenu, qui effectue une recherche sur la couverture de *Match* depuis 1949. L'évolution est, selon lui, intimement liée aux transformations de la société française. « Les organisations centralisées telles que l'armée, l'Église catholique, le Parti communiste ont vu leur influence diminuer. La montée du chômage et des affaires de corruption a suscité un intérêt accru et méfiant pour l'efficacité économique des entreprises individuelles et collectives. Les choix éthiques de la vie quotidienne, la gestion des affaires de cœur, des rapports parents-enfants sont les lieux vers lesquels s'est déplacé le foyer des débats collectifs ». *Match* n'est pas identique à ce qu'il était quand la télévision n'existait pas, sauf en ce sens qu'il reste, d'une certaine façon, le reflet du temps.

Comment se manifeste la demande d'images toutes faites, ou calquées sur des événements passés, face à des images qu'on ne veut pas voir ?

En Yougoslavie des photographes ont travaillé dans des conditions extrêmes durant toute la guerre. Sur les routes du Kosovo, ils ont fixé les images de réfugiés albanais tentant de rentrer chez eux dans un décor de maisons brûlées, ou vacant calmement à leurs occupations ordinaires. Ils ont aussi photographié, par centaines, ces 2 000 civils victimes des « dégâts collatéraux » de l'OTAN, et toute la « vie » ordinaire d'une guerre. Ces images ont été très peu vues par le public puisque refusées à l'achat par la grande majorité des quotidiens et magazines du monde entier. Pour le Kosovo, la demande de

ces journaux-clients était ciblée, exclusive. Dans l'esprit de ces acheteurs, l'histoire se répète si précisément qu'ils utilisent un « calque », un logiciel, pour traiter tous les événements d'un même type : « nous voulons des images d'Albanais massacrés par des Serbes, des photos identiques à celles de Bosnie ». Pour l'actualité filmée ou photographiée en Serbie, il s'agissait de refuser des images capables de donner mauvaise conscience aux peuples de l'OTAN : elles démontrent que la chirurgie des « frappes » tue des épiciers, des ouvriers, des femmes, des vieux des enfants. Des gens ordinaires.

La mécanique du refus d'acheter par refus de voir, n'est pas nouvelle puisque Tomislav Peternek, « le Cartier-Bresson serbe », un photographe de réputation internationale n'a vendu aucune des formidables photos prises lors de l'exode des 527 000 réfugiés serbes de Slovénie, de Croatie et de Bosnie (estimation, fin 1998, du HCR). Ni aucune image de ces 195 000 Serbes qui ont quitté le Kosovo ces deux dernières années pour fuir la guerre civile qui opposait l'UCK à la police, aux paramilitaires, à l'armée.

Le reporter peut-il s'affranchir de ses propres préjugés culturels, politiques ?

Non. Ce n'est ni possible ni peut-être même souhaitable. On travaille face à une réalité qui ne parle pas seule. On doit lui poser des questions, comme les scientifiques formulent des hypothèses. Celles-ci posées, il faut s'accrocher aux faits avec la rigueur et la modestie d'un arpenteur. Le reporter n'est pas là pour faire des éditos *live*. Je pense qu'il y a des degrés dans l'histoire immédiate dont nous sommes les témoins. On peut jouer si on écrit un papier d'humeur sur Roland Garros ou sur Cohn Bendit, des choses peu sérieuses. On ne peut jongler avec ce qu'on voit de Sabra et Chatila, de Bagdad, de Pristina, de Mitrovica, que cela conforte ou non sa propre position. Je pense que le reporter devrait être le greffier de notre histoire. Mais ce « fonctionnaire » du temps part à la dérive. Il devient ludique au sein de l'horreur, infidèle à la vérité des chiffres, au sens des mots.

Ludique quand le but du reporter n'est pas d'être là pour décrire, avec une précise modestie, mais pour simplement dire : « J'y étais ». Dans un esprit d'ancien combattant qui collectionne les médailles commémoratives épatantes. Ce journalisme-là devient un jeu qui peut vous faire hurler de plaisir « chef, je suis arrivé à Belgrade en douce, sans visa ! ». Et personne ne lui pose la question : « Pour faire quoi de plus ? ». Quoi de différent, comparé au travail des journalistes installés « légalement » à l'hôtel Hyat ou à l'Intercontinental ?

La brouille avec les mots, les chiffres est bien plus grave que ces petits jeux parfois burlesques. Ainsi, sans faire une longue exégèse, le vocabulaire utilisé par la majorité des journalistes lors des derniers conflits des Balkans saute aux yeux. Il a été partiellement rodé pendant la guerre du Golfe. Ainsi, un « Bosniaque » n'est pas un habitant de Bosnie, peuplée de 31 % de Serbes et de 17 % de Croates, mais exclusivement un citoyen musulman (43 %). Un Kosovar n'est jamais un Serbe, même si sa famille se reproduit au Kosovo depuis cinq siècles, un « Kosovar » est toujours, et exclusivement, un Albanais. Cette écriture doit bien faire sentir que « le Bosniaque », « le Kosovar » sont « de souche » et que tout autre n'est qu'un parasite.

Et c'est ainsi que le Liban sud n'est pas occupé par Israël puisque des journalistes nous répètent qu'il s'agit « d'une zone de sécurité » Et, qu'en face, le Hezbollah est toujours « pro iranien », donc un parti de l'étranger.

Je passe vite sur d'autres mots du prêt-à-écrire, du prêt-à-dire, comme ces tombes qui, même fosses communes, pas assez épouvantables, deviennent systématiquement des « charniers ». Sur ces « boucliers humains », sur ces « armes chimiques », idiomes stratégiques, qu'il faut bien finir par placer dans une phrase.

La brouille avec les chiffres marche avec celle des lettres. L'exemple de *Newsweek* qui, le 4 janvier 1992, faisait état de « 50 000 femmes musulmanes violées par des Serbes », n'a pas été suivi d'effet. Pourtant, le Tribunal Pénal International, lui, s'en tient à 575 cas répertoriés ; des victimes aussi bien serbes que croates ou musulmanes.

On titre « 10 000 morts au Kosovo » ! Mais on n'en sait rien. Est-ce 20 000 ? Ou 3 527 ? Peu importe, on diffuse sans source crédible. On diffuse aussi qu'au Kosovo « l'OTAN a détruit 122 chars, 222 véhicules de transport et 454 pièces d'artillerie ». Paroles de chefs d'état-major.

Et nous, journalistes français, pendant que la presse anglo-saxonne fait une sorte d'auto-critique en se « recalant », en revenant sur des propos écrits dans la hâte, nous en restons là. Satisfaits. Et c'est le *New York Times* qui, deux semaines après la fin des bombardements, écrit « La guerre aérienne de l'OTAN pourrait avoir fait moins de dommages que ne le pensait l'Alliance ».

Et c'est le *Washington Post* qui publie à la Une : « Les Nations Unies estiment que les dévastations du Kosovo ont été surévaluées. De nombreuses villes et bourgades ont échappé aux dégâts ». Dans l'article, on découvre que « seuls » 141 villages sur 2 000 ont été « sévèrement touchés ».

Est-ce pour autant que le journaliste qui révise les bilans à la baisse dit

« vrai » alors que celui qui exprime la surenchère dit « faux » ? Impossible de répondre par « blanc » ou « noir ». Mais cette révision est le signe d'un doute, de questions, d'un débat qui est le seul chemin possible vers la vérité. Débat absent de la presque totalité de la presse française, bien assise sur ses certitudes.

Au Royaume-Uni, des organisations de journalistes, celles qui ont souhaité tirer les leçons de la couverture de cette guerre en Yougoslavie, ont ouvertement soupçonné leur corporation d'avoir réservé « la part belle aux communications de l'OTAN ». Après Tony Blair accusant John Simpson, pilier du grand reportage à la BBC, d'être « un porte parole serbe », c'est Alastair Campbell, « sultan des relations publiques » et conseiller « image » du premier ministre, qui met en cause le travail des envoyés spéciaux à Belgrade, allant jusqu'à provoquer l'indignation de Iain Duncan-Smith, le ministre de la Défense de ce gouvernement dont « le sultan » est porte-parole. Campbell, ancien journaliste attaché à la presse de « caniveau », qui, pendant le conflit a géré en sous-marin la communication de l'OTAN et le visage de sa face riante, Jamie Shea. Heureusement, Richard Sambrook, chef des informations à la BBC, a renvoyé Campbell derrière son rideau noir de manipulateur : « Ce n'est pas au porte-parole du gouvernement de décider quels faits doivent être diffusés. »

Faut-il faire une différence entre une « presse d'opinion » et une « presse de marché », et si oui laquelle serait en définitive la plus fiable ?

La « presse d'opinion » est devenue une « presse de marché » : son marché c'est l'opinion. En dehors du dernier carré, *Le Monde Diplomatique et Marianne*, les journaux radicaux, éperdus dans leurs principes, ceux des batailles d'idées, des batailles d'humanité sont morts en même temps que le débat. Quand le confort intellectuel s'est abonné au gaz, c'est la même mécanique qui fait vendre Duras et son « Forcément coupable » ou Diana, qui d'ailleurs a brouillé les champs en les investissant tous. Il ne reste plus guère de la « presse d'opinion » qu'une presse qui a d'elle une bonne opinion. Et qui, parce qu'elle est ennuyeuse, donneuse de leçons, se veut sérieuse. Après avoir caboté dans les eaux de presque toute la presse française je crois qu'aucun média n'a le monopole de la « fiabilité ». Et, pour terminer sur une note moins pessimiste, je pense que plutôt que de renier les journaux, de les jeter dans le même sac à papier, il serait mieux d'apprendre à les lire. Apprendre à lire entre les journalistes, comme on sait lire entre les lignes.